



Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.

Communiqué de presse d'Unia région Berne
Berne, le 9 juin 2020

Attaque aux conditions de travail dans la vente

Stop au travail du dimanche dans le canton de Berne !

Aujourd'hui, le Grand Conseil a décidé de permettre l'ouverture des magasins deux dimanches de plus par an. Pour les employé-e-s, cela signifie moins de temps libre, moins de repos et encore plus de stress pour de bas salaires. Le syndicat Unia dit non à cette nouvelle attaque contre les conditions de travail dans le commerce de détail et combattra fermement ce projet par référendum.

Dans le canton de Berne, deux nouvelles ouvertures dominicales devraient être possibles. Ainsi en a décidé le Grand Conseil. Le syndicat Unia veut stopper ces nouvelles attaques aux conditions de travail dans le commerce de détail **et lance un référendum conjointement avec l'Union syndicale bernoise et d'éventuelles autres organisations et partis.**

Revaloriser les branches essentielles au lieu de les dévaloriser

Comme cela a été largement démontré ces derniers mois, les vendeuses et les vendeurs accomplissent une grande partie du travail dans les branches essentielles et fournissent les services de base, en particulier en période de crise. Au contraire de ce que prétendent certaines voix bourgeoises, une nouvelle libéralisation ne sauvera aucune place de travail. Il faut dès lors davantage et non pas moins de protection, notamment une revalorisation de la branche au lieu d'une nouvelle détérioration des conditions de travail. Dans plusieurs enquêtes et dernièrement en mai 2020 dans un sondage d'Unia, les salarié-e-s ont clairement exprimé que le travail du dimanche et une prolongation des horaires de travail n'entrent pas en ligne de compte pour eux !

Situation déjà tendue dans les magasins

Le personnel de vente subit déjà une forte pression et se trouve de facto confronté à une extension progressive des temps de travail : bas salaires et horaires flexibles font partie du quotidien. Les vendeuses et vendeurs commencent tôt, ils/elles n'ont pratiquement pas de pauses et remplissent les rayons après la fermeture des magasins. Des ouvertures prolongées aggravent la situation. D'autant plus qu'il n'existe pas de CCT de branche. Autrement dit, 50% des employé-e-s ne peuvent pas bénéficier de la protection d'une CCT. Mais l'attaque prévue par les partis bourgeois n'affecte pas seulement le personnel, elle concerne aussi les petits commerces, car une nouvelle libéralisation des horaires d'ouverture des magasins fait surtout le jeu des grands acteurs.

La branche a enfin besoin d'une CCT cantonale de force obligatoire pour le commerce de détail au lieu d'une nouvelle attaque contre les conditions de travail !

Renseignements :

Rébecca Lena-Cristofaro, secrétaire régionale Unia Transjurane, 079 795 03 76 (français)
Jesus Fernandez, secrétaire régional Unia Bienne-Soleure, 079 231 60 05 (français/allemand)
Stefan Wüthrich, secrétaire régional Unia Bern-Oberaargau-Emmental, 079 642 85 64 (allemand)
Giuseppe Reo, secrétaire régional Unia Berner Oberland, 079 204 96 80 (allemand)